**Assiste­t­on à une véritable prise de conscience de l’ère planétaire?**

J’espère que l’exceptionnelle et morti­ fère épidémie que nous vivons nous don­ nera la conscience non seulement que nous sommes emportés à l’intérieur de l’incroyable aventure de l’Humanité, mais aussi que nous vivons dans un monde à la fois incertain et tragique. La conviction que la libre concurrence et la croissance économiques sont panacées sociales escamote la tragédie de l’histoire humaine que cette conviction aggrave. La folie euphorique du transhumanisme porte au paroxysme le mythe de la néces­ sité historique du progrès et celui de la maîtrise par l’homme non seulement de la nature, mais aussi de son destin, en prédisant que l’homme accédera à l’im­ mortalité et contrôlera tout par l’intelli­ gence artificielle.

\*\*

A quelques jours du déconfi­ nement, dont les derniers détails doivent être dé­ taillés jeudi 7 mai par le premier ministre, la France est­elle aussi à la veille d’un rebond épidémique ? *« Trop de relâchement et d’insouciance, et c’est une deuxième vague qui menace; trop d’immobilisme et d’an­ goisse, et c’est l’asphyxie collective. Tel est le chemin de crête sur lequel nous devons avan­ cer: chaque versant est un à­pic vertigi­ neux»,* a résumé Edouard Philippe, audi­ tionné le 4 mai au Sénat.

Partant de ce constat, plusieurs stratégies sont possibles, mais celle en demi­teinte pré­ sentée par le gouvernement est loin de faire l’unanimité parmi les épidémiologistes.

Premier écueil en vue : l’absence de mesu­ res de protection renforcées pour les personnes les plus vulnérables. Dans une étude mise en ligne mercredi 6 mai, des modélisateurs de l’Assistance publique­Hô­ pitaux de Paris (AP­HP) et de la société d’analyses Public Health Expertise esti­ ment qu’il sera impossible d’éviter une seconde vague si cette population est de nouveau exposée au virus.

Les auteurs prennent pour hypothèse un scénario proche de celui esquissé par le pré­ sident de la République dans son allocution du 13 avril avec une réouverture des écoles et un retour au travail pour le plus grand nom­ bre. Dans leurs différents scénarios, la circu­ lation du virus est en partie contrôlée par la mise en quarantaine des personnes infec­ tées et le dépistage de leurs contacts.

Leur objectif est d’évaluer l’impact de deux autres mesures de contrôle: le port obliga­ toire du masque et la réduction des contacts dans la vie quotidienne (la «distanciation sociale»). Pour cela, leur modèle «recrée» la

circulation du virus au sein d’une popula­ tion fictive de 500000 personnes avec la possibilité d’ajuster des dizaines de paramè­ tresselonleshypothèsesretenues.Résultat: même si le port de masques et la distancia­ tion physique permettent de réduire de 75 % le risque de contamination, le nombre de cas graves serait tel que les capacités d’hospitali­ sation en réanimation seraient débordées dès la fin du mois de juillet (14 000 lits au to­ tal dont les trois quarts réservés aux patients Covid). *« Dans ce scénario, un nouveau confi­ nement serait inévitable»,* estime Nicolas Hoertel, psychiatre et modélisateur à l’AP­HP, coauteur de l’étude.

**PROTÉGER LES PLUS VULNÉRABLES**

Pour l’éviter, l’étude suggère des mesures additionnelles pour protéger la population « vulnérable », celle qui risque le plus d’être hospitalisée en réanimation et de décéder : les personnes âgées de plus de 65 ans, ou présentant des facteurs de risque (diabète, hypertension, maladie pulmonaire, obé­ sité). Sans prolonger leur confinement, elles seraient encouragées à limiter au strict minimum leurs contacts et leurs sorties jusqu’à la fin de l’année. Dans ce scénario, la mortalité serait de 33 500 décès entre mai et décembre, contre 87100 dans le scénario avec distanciation physique et port du masque obligatoire.

A la fin de cette vague, le nombre de per­ sonnes infectées – en majorité les moins susceptibles de développer des formes sé­ vères de Covid – serait suffisant pour attein­ dre l’immunité de groupe. *« Il ne s’agit pas d’exposer une partie de la population plutôt qu’une autre, mais de tenir compte du désé­ quilibre de risque entre elles»,* souligne Nicolas Hoertel. *«La question, qui devrait faire l’objet d’un débat de société, est:*